

Centrafrique/Au lendemain du 2e tour de la présidentielle

Dans l'attente des résultats

AFP

Bangui/Centrafrique

Ceux-ci, qui ne devraient toutefois pas être connus avant plusieurs jours, permettraient de tourner la page de trois ans de violences.

LES Centrafricains attendaient hier les premiers résultats partiels du second tour de l'élection présidentielle tenue la veille, un scrutin qui doit permettre de tourner la page de trois années de violences et d'une transition chaotique.

Le duel s'annonçait serré entre Anicet Georges Dologuélé et Faustin Archange Touadéra, deux anciens Premiers ministres âgés de 58 ans, arrivés en tête du premier tour du 30 décembre.

Le vainqueur ne sera pas officiellement connu avant une semaine, a prévenu l'Autorité nationale des élections (ANE).

Quelque deux millions d'électeurs étaient appelés à participer à ce scrutin, couplé au premier tour des législatives, organisé une nouvelle fois après son annulation en janvier en raison de trop nombreuses irrégularités.

Le retour de la sécurité et la relance de l'économie seront les priorités du

vainqueur pour relever le pays, l'un des plus pauvres du monde, ravagé par des années de troubles.

Le renversement du président François Bozizé, en mars 2013, par la rébellion à dominante musulmane de la Séléka de Michel Djotodia avait précipité la Centrafrique dans un cycle de violences inter-communautaires qui a culminé fin 2013 par des massacres à grande échelle et le déplacement forcé de centaines de milliers de personnes.

Quelques 10 000 hommes de la mission de l'Onu en Centrafrique (Minusca) appuyés par la force militaire française Sangaris, ont depuis lors été déployés pour stabiliser le pays.

"NETTE AMELIORATION" • En terme d'organisation, "il y a eu une très nette amélioration" par rapport au 1er tour, notamment parce que le matériel électoral a pu être déployé à temps jusque dans les provinces les plus reculées, a affirmé hier le rapporteur général de l'Autorité nationale des élections, Julius Ngouadé Baba.

Le dépouillement des bulletins s'est prolongé parfois tard dans la nuit, certains bureaux ayant terminé leurs décomptes vers 03H00 hier, à la lumière des lampes électriques.



Photo : AFP

Même s'ils ont été moins nombreux à voter dimanche, les Centrafricains n'en attendent pas avec impatience les résultats du second tour de la présidentielle.

Les urnes et procès-verbaux devaient ensuite être acheminés à Bangui depuis les quatre coins du pays pour être vérifiés et recomptés en présence de représentants des candidats.

"A l'heure où je vous parle, les résultats commencent à parvenir au Centre de traitement de données" de l'ANE, a ajouté M. Ngouadé Baba.

Les résultats provisoires complets seront annoncés d'ici une semaine, mais dès aujourd'hui, l'ANE devrait annoncer de premiers chiffres partiels, a-t-il dit.

Dans l'ensemble, les opérations ont eu lieu sans incident sécuritaire et dans le calme.

Des tensions ont toutefois

perturbé le vote dans certains bureaux où des électeurs avaient été refoulés car leurs noms ne figuraient pas sur les listes électorales ou car ils ne disposaient pas de cartes d'identité.

FAIBLE MOBILISATION • Dans ce pays de 4,8 millions d'habitants, chrétiens comme musulmans s'étaient massivement inscrits sur les listes électorales.

Mais dans la capitale comme en province, l'affluence a été beaucoup moins importante qu'au premier tour (79%), selon plusieurs observateurs, soulignant qu'elle devrait toutefois dépasser les 50%.

Principale explication

avancée : les électeurs dont le candidat a été éliminé au premier tour ne se sont pas déplacés pour apporter leur voix à l'un des deux finalistes.

Alors qu'aucun chiffre officiel n'a été avancé, l'entourage de Faustin Archange Touadéra s'est dit "satisfait et confiant".

Selon son directeur de communication, Charles Lemasset, M. Touadéra arrive "largement en tête" dans la plupart des arrondissements de Bangui et dans plusieurs préfectures de province.

Son rival, Anicet Georges Dologuélé, n'était pas joignable hier matin. Il était arrivé en tête du premier tour (23,78%), bénéficiant en partie du ralliement en sa faveur du parti KNK de M. Bozizé.

Le score de M. Touadéra (19,42%) avait été la grande surprise du 30 décembre. Dernier Premier ministre de M. Bozizé, il avait attiré une partie de la base électorale du KNK, malgré les directives du parti.

Concernant la crainte d'éventuelles violences à l'annonce des résultats – surtout en cas de scores serrés – M. Ngouadé Baba s'est montré optimiste, affirmant que les candidats s'étaient engagés à "accepter les résultats qui sortiront des urnes".

L'Afrique en bref

• **Burundi/Troubles. Un enfant tué à Bujumbura**

Un enfant a été tué et au moins 30 personnes blessées hier à Bujumbura dans une série d'attaques à la grenade qui témoignent du récent regain de violences au Burundi, plongé dans une crise depuis presque 10 mois.

• **Congo/Présidentielle. Claudine Munari candidate**

Une dirigeante d'opposition, ex-ministre du président congolais Denis Sassou Nguesso, Claudine Munari, a été investie dimanche par son parti pour se présenter à la présidentielle du 20 mars en République du Congo.

• **Sénégal/Politique. Réforme constitutionnelle : Macky Sall va parler**

Le chef de l'Etat sénégalais Macky Sall devrait rendre public ce mardi l'avis du Conseil constitutionnel sur un projet de réforme prévoyant une réduction immédiate de son mandat de sept à cinq ans, a annoncé hier la présidence sénégalaise.

• **Tchad/Répression. Des manifestants dénonçant un viol brutalement dispersés par la police**

Plusieurs centaines de jeunes Tchadiens manifestant hier à N'Djamena contre le viol d'une jeune fille, dont des images la montrant en larmes avaient été diffusées sur des réseaux sociaux, ont été violemment dispersés par la police anti-émeutes, selon des manifestants et la police.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Diplomatie. Moscou-Ankara : l'exhortation de Washington**

Les Etats-Unis ont exhorté hier la Russie et la Turquie à éviter toute escalade dans le conflit syrien, Moscou et Ankara usant d'un ton de plus en plus acerbe à propos de leurs opérations militaires dans ce pays en guerre.

• **Israël/Politique. L'ex-Premier ministre Olmert derrière les barreaux**

L'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert, connu pour son goût du luxe, a découvert hier l'austérité de la prison où il purgera une peine de 19 mois pour corruption, devenant le premier ancien chef de gouvernement israélien incarcéré.

• **Mexique/Environnement. L'appel du pape François**



Photo : AFP

Le pape François a appelé à "ne pas faire la sourde oreille" face à "une des plus grandes crises environnementales de l'histoire", hier lors d'une messe célébrée dans le sud du Mexique.

Guinée/A l'appel des syndicats

Une grève générale paralyse Conakry et d'autres villes de l'intérieur

AFP

Conakry, Guinée

Les organisations des travailleurs exigent notamment la baisse des prix des carburants et la satisfaction de revendications salariales.

RUES vides, bureaux, commerces et banques fermés : Conakry et d'autres localités en Guinée avaient hier des allures de villes mortes au premier jour d'une grève générale illimitée à l'appel des syndicats pour une série de revendications, selon des journalistes de l'AFP et des témoins.

A travers le pays, "la grève est suivie à 100%, il n'y a rien à dire", a affirmé Louis Mbemba Soumah, secrétaire général de l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG), une des coalitions ayant appelé à l'arrêt de travail, avec la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG), la plus importante du pays).

Ces centrales syndicales exigent notamment la baisse des prix des carbu-

rants et la satisfaction de revendications salariales.

Un déploiement policier important était visible à travers la capitale, notamment sur les grands boulevards et devant des écoles et universités, publiques comme privées, qui n'ont pas ouvert hier, a constaté le journaliste de l'AFP.

De même source, les routes de Conakry, habituées à une intense circulation avec de fréquents embouteillages, étaient désertées par les véhicules.

Dans les hôpitaux publics, un service minimum obligatoire était observé, selon des syndicats du secteur de la Santé.

Les banques étaient fermées, comme les boutiques, commerces et marchés, dont celui de Madina, le poumon économique de la capitale, en banlieue. Seules quelques stations-service fonctionnaient dans le centre-ville. Certains axes, notamment ceux menant de la banlieue au centre-ville, étaient fermés à la circulation pour les rares automobilistes qui ont tenté de s'y rendre.

Les transports en commun étaient également à l'arrêt,



Photo : AFP

Conakry, comme plusieurs autres cités de province, avait des allures de ville morte au premier jour de la grève générale illimitée à l'appel des syndicats.

tant sur le réseau national qu'international, a indiqué Amadou Bah, chef de ligne à la gare routière de Bambéto (banlieue).

"Tant que nos patrons n'ordonnent pas l'ouverture de la gare, aucun véhicule ne partira d'ici, ni pour l'intérieur du pays ni pour les pays voisins", a-t-il affirmé.

A l'intérieur du pays, la même paralysie des activités était observée dans plusieurs grandes villes, notamment Kankan (est), N'Zérékoré (sud), Labé (nord), Mamou (centre) et Boké (nord-ouest), ont indiqué à l'AFP des habitants joints par téléphone depuis

Conakry.

"Nous avons fait des propositions, nous attendons du gouvernement des contre-propositions", a affirmé Mansaré, porte-parole des centrales syndicales, à un vidéaste de l'AFP.

"La levée de la grève dépendra du gouvernement. Nous sommes très clairs. (...) S'il faut serrer la ceinture, que chacun serre la ceinture" et que "l'Etat baisse son train de vie", a ajouté M. Mansaré.

Le porte-parole du gouvernement, le ministre Albert Damantang Camara, a invité les grévistes à prendre